

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre  
Cité administrative  
Boulevard George Sand  
36000 CHATEAUROUX

CHATEAUROUX, le 31/05/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/04/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **LAVOX**

ZI de Grandéols  
Rue Gustave Eiffel  
36130 Déols

Références : VAT20230261  
Code AIOT : 0010008829

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/04/2023 dans l'établissement LAVOX implanté ZI de Grandéols Rue Gustave Eiffel 36130 Déols. L'inspection a été annoncée le 13/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LAVOX
- ZI de Grandéols Rue Gustave Eiffel 36130 Déols
- Code AIOT : 0010008829
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement LAVOX à Déols est une blanchisserie industrielle.

Les textes réglementaires applicables aux installations sont :

- l'arrêté préfectoral du 27/01/2009 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 17/05/2018,
- l'arrêté ministériel du 14 janvier 2011, applicables aux installations relevant de la rubrique 2340 sous le régime de l'enregistrement, pour les articles concernant les installations existantes.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- l'évolution des activités et la situation administrative de l'établissement (dont rubrique 2330, le cas échéant) ;
- les suites de la visite du 24/09/2020 ;
- la prévention de la pollution de l'eau et le suivi de la consommation ;
- l'action nationale sécheresse.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra

être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	(Doc, site) - Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 27/01/2009, article 1.2.1	/	Lettre de suite préfectorale	60 jours
5	[DOC] - Mesures sécheresse	Arrêté Préfectoral du 27/01/2009, article 4.1.2	/	Lettre de suite préfectorale	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	[DOC] - Origine des approvisionnements en eau	Arrêté Préfectoral du 27/01/2009, article 4.1.1	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
9	(site) : préleveurs	Arrêté Préfectoral du 27/01/2009, article 4.3.6.3	/	Sans objet
11	(doc) - VLE rejets EI (n°1)	Arrêté Préfectoral du 27/01/2009, article 4.3.9.1	/	Sans objet
15	Cessation d'activité	Arrêté Préfectoral du 01/01/2009, article 1.6.6	/	Sans objet
17	Confinement des eaux d'extinction	Arrêté Préfectoral du 27/01/2009, article 7.7.6.2	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	[DOC] - Consommation spécifique	Arrêté Préfectoral du 27/01/2009, article 4.1.1	/	Sans objet
4	[DOC] - Origine des approvisionnements en eau	Arrêté Préfectoral du 27/01/2009, article 4.1.1	/	Sans objet
6	[DOC, SITE] - Forage - Aménagement	Arrêté Préfectoral du 27/01/2009, article 4.1.4.2.2	/	Sans objet
7	[SITE] - Points de rejets	Arrêté Préfectoral du 27/01/2009, article 4.2.1	/	Sans objet
8	[SITE] - Isolement des milieux	Arrêté Préfectoral du 27/01/2009, article 4.2.4.2	/	Sans objet
10	(doc, site) - compositions effluents	Arrêté Préfectoral du 27/01/2009, article 4.3.7	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
12	(SITE) : Etiquetage futs	Arrêté Préfectoral du 27/01/2009, article 7.6.2.	/	Sans objet
13	(SITE) : Rétentions	Arrêté Préfectoral du 27/01/2009, article 7.6.3	/	Sans objet
14	(SITE) : Rétentions/incomp atibilité	Arrêté Préfectoral du 27/01/2009, article 7.6.5.	/	Sans objet
16	Autosurveillance Eau	AP Complémentaire du 17/05/2018, article 2.3	/	Sans objet
18	Moyens incendie	Arrêté Préfectoral du 27/01/2009, article 7.7.2	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/01/2009, article 1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Rubriques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Rubrique 2340-1-A : Blanchisseries, laveries de linge à l'exclusion du nettoyage à sec visé par la rubrique 2345 - 2 tunnels de lavage et 3 laveuses –essoreuses - Capacité de lavage de linge 20 T/jour portée à 30 T/jour par l'arrêté préfectoral du 17/05/2018 - article 2.1. (régime de l'enregistrement)</p> <p>Rubrique 2345 - 2 - (régime DC) : Utilisation de solvants pour le nettoyage à sec et le traitement des textiles ou vêtements - 1 machine de nettoyage à sec - Capacité 20 kg.</p>
<p><b>Constats :</b> La quantité de linge sale sec journalière lavée par l'installation a été dépassée en 2022. L'exploitant précisera les dispositions prises pour y remédier à l'avenir.</p>
<p><b>Observations :</b> L'exploitant a indiqué que la machine de nettoyage à sec n'est plus utilisée depuis plus de 10 ans : l'inspecteur a constaté que cette machine n'était pas en cours de fonctionnement. L'évacuation est prévue en semaine 17 par la société Suez.</p> <p>La capacité journalière autorisée a été augmentée à 30 tonnes/jour (linge sale sec) par l'arrêté préfectoral du 17/05/2018.</p> <p>Le tableau de suivi de l'activité présenté par l'exploitant montre que durant l'été, l'activité a dépassé 30 tonnes/jour en août 2022 pendant 17 jours et autour de 30 tonnes/j au global pendant l'été 2022 (commande issue d'un hôpital). Maximum atteint 33,445 t/jour le 18/8/2023. La moyenne annuelle s'est établie à 21,6 tonnes/j.</p> <p>La moyenne hebdomadaire est de 77 tonnes/semaine de janv à avril 2023, et de 75 tonnes/semaine sur la même période en 2022.</p> <p>Le site a été réquisitionné pendant le covid pour les établissements de santé, le lavage est plus exigeant en terme de consommation d'eau, de lessive et d'énergie (lavage à température supérieure).</p> <p>La saisonnalité est importante, l'activité augmente entre 15 avril et le 15 octobre (due à l'activité d'hôtellerie/restauration).</p> <p>L'exploitant a un projet d'agrandissement de l'entreprise.</p> <p>L'inspecteur a rappelé qu'un porter à connaissance devra être envoyé à la Préfecture de l'Indre.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

**N° 2 : [DOC] - Origine des approvisionnements en eau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/01/2009, article 4.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes : Origine de la ressource : Aquifère des calcaires de Levroux et de Montierchaume (OXFORDIEN supérieur) Prélèvement maximal annuel (m3) : 40000 Débit maximal Horaire (m3) : 25 Débit maximal Journalier (m3) : 160 - porté à 200 m3/j par l'arrêté préfectoral complémentaire du 17/05/2018.
<b>Constats :</b> L'exploitant précisera la méthode retenue pour s'assurer du respect du débit maximal horaire.
<b>Observations :</b> Le tableau de suivi de l'exploitant indique un prélèvement d'eau de 36458 m3 en 2022. Le volume journalier prescrit de 200 m3/j (modification par l'AP du 17/05/2018) n'a pas été dépassé en 2022. Le volume journalier du 14/4 fut de 111 m3.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 3 : [DOC] - Consommation spécifique**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/01/2009, article 4.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant s'engage, en période de fonctionnement normal, à respecter une consommation maximale de 12 litres d'eau par kilogramme de linge lavé en moyenne maximale hebdomadaire et de 8 litres d'eau par kilogramme de linge lavé en moyenne maximale annuelle. Un suivi hebdomadaire de ce ratio est consigné sur un registre, tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté
<b>Observations :</b> Le suivi hebdomadaire est réalisé et montré par l'exploitant : - moyenne annuelle de 6,41l/kg en 2022 - moyenne hebdomadaire maximale en 2022 : 8,58 l/kg (semaine du 5 au 9 septembre.) Le site a lavé du linge pour l'hôpital de tours à partir de début mai 2022, jusqu'en octobre 2022.  En 2023 : début janvier et 24 février, un maximal fut atteint de 11,08 l/kg. Le souci était sur une pompe qui est réparée depuis. La consommation maximale spécifique est autour de 7 depuis l'incident.  Le site dispose d'alertes visuelles et sonores pour alerter les opérateurs en cas de dérive.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 4 : [DOC] - Origine des approvisionnements en eau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/01/2009, article 4.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations, le remplacement du matériel, pour limiter la consommation d'eau de l'établissement.
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<b>Observations :</b> L'exploitant a présenté les actions réalisées afin d'économiser l'eau : <ul style="list-style-type: none"> <li>- récupération de l'eau du dernier bain de rinçage et des presses pour le premier lavage du linge hotellerie/restauration,</li> <li>- suivi des Compteurs, dérives, alerte tous les jours,</li> <li>- Alerte sms ou mél sur les dérives (eau notamment),</li> <li>- points mensuels d'amélioration réalisés,</li> <li>- baisse du taux de relavage : 1,72%, avant 3%</li> <li>- bilan hebdomadaire et revue mensuelle sur consommations eau et énergies.</li> <li>- les robinets sont automatiques,</li> <li>- les douches ne sont plus en libre- service,</li> <li>- des réducteurs d'eau sont installés sur les chasses d'eau.</li> <li>- vérification de l'état des tunnels: pas de taux de charge inférieur à 80% (42 kg).</li> <li>- présence du lessivier sur le site (Christens) 3 jours par mois, il peut prendre la main à distance.</li> <li>- mise en place d'un indicateur Eau dans le cadre de la norme ISO 140001.</li> </ul> <p>L'exploitant a présenté les projets afin d'économiser l'eau :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- réalisation d'une mini station d'épuration afin de réutiliser les eaux usées (en ultrafiltration), ce qui permettrait de réduire la consommation spécifique à 1 ou 0,5 l/kg pour le linge hotellerie/restauration- le coût de cet équipement est de 770 k€ environ (devis présenté par l'exploitant en séance),</li> <li>- en voie de finalisation : des essais sont réalisés avec le lessivier pour diminuer le temps de contact de 10 secondes pour le linge hotellerie/restauration,</li> <li>- une cuve commune pour récupérer les eaux de presse des 3 tunnels (actuellement 1 cuve par tunnel).</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/01/2009, article 4.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>En période de sécheresse, l'exploitant doit prendre des mesures de restriction d'usage permettant : • de limiter les prélèvements aux strictes nécessités des processus industriels, • d'informer le personnel de la nécessité de préserver au mieux la ressource en eau par toute mesure d'économie ; • d'exercer une vigilance accrue sur les rejets que l'établissement génère vers le milieu naturel, avec notamment des observations journalières et éventuellement une augmentation de la périodicité des analyses d'auto surveillance ; • de signaler toute anomalie qui entraînerait une pollution du cours d'eau ou de la nappe d'eau souterraine. Si, à quelque échéance que ce soit, l'administration décidait dans un but d'intérêt général, notamment du point de vue de la lutte contre la pollution des eaux et leur régénération, dans le but de satisfaire ou de concilier les intérêts mentionnés à l'article L.211-1 du code de l'environnement, de la salubrité publique, de la police et de la répartition des eaux, de modifier d'une manière temporaire ou définitive l'usage des avantages concédés par le présent arrêté, le permissionnaire ne pourrait réclamer aucune indemnité. Lorsque le Préfet constate par arrêté préfectoral l'état d'alerte ou de crise sur la masse d'eau mentionnée au tableau de l' Article 4.1.1. , l'exploitant doit mettre en œuvre les mesures de réduction temporaire de ses prélèvements, d'économie d'eau et de limitation de ses rejets aqueux (dans le respect des contraintes de sécurité des installations) , qui suivent : Etat d'alerte • réduction d'a minima 20 % des prélèvements d'eau dans la masse d'eau, • réduction de la production en conséquence de la réduction sus-imposée des prélèvements d'eau. Etat de crise • réduction d'a minima 50 % des prélèvements d'eau dans la masse d'eau, • réduction de la production en conséquence de la réduction sus-prescrite des prélèvements d'eau ou arrêt des installations (si nécessité) afin de respecter la réduction sus-prescrite du volume d'eau prélevé,</p>
<p><b>Constats :</b> Dépassement pendant 6 semaines du volume hebdomadaire autorisé par dérogation (700 m3/semaine) - ARRÊTÉ N° 36-2022-06-20-00001 du 20 juin 2022.</p>
<p><b>Observations :</b> L'exploitant avait demandé une dérogation en aout 2023, acceptés pour 140 m3/j (700 m3/semaine) :ARRÊTÉ N° 36-2022-06-20-00001 du 20 juin 2022. Cependant l'exploitant a expliqué que ce n'était pas possible en l'état actuel des commandes. Ce volume a été dépassé pendant 6 semaines (17 juin au 2 septembre. Volume hebdomadaire : 731 à 858 m3).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/01/2009, article 4.1.4.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La protection de la tête du forage assurera la continuité avec le milieu extérieur de l'étanchéité garantie par la cimentation annulaire.</p> <p>Elle comprendra une dalle de propreté en béton de 3 m<sup>2</sup> minimum centrée sur l'ouvrage, de 0,30 m de hauteur au-dessus du terrain naturel, en pente vers l'extérieur du forage.</p> <p>La tête de forage sera fermée par un regard scellé sur la dalle de propreté muni d'un couvercle amovible fermé à clef et s'élèvera d'au moins 0,50 m au-dessus du terrain naturel.</p> <p>L'ensemble limitera le risque de destruction du tubage par choc accidentel et empêchera les accumulations d'eau stagnante à proximité immédiate de l'ouvrage.</p> <p>La pompe ne devra pas être fixée sur le tubage mais sur un chevalement spécifique, les tranchées de raccordement ne devront pas jouer le rôle de drain.</p> <p>La pompe utilisée sera munie d'un clapet de pied interdisant tout retour de fluide vers le forage.</p> <p>En cas de raccordement à une installation alimentée par un réseau public, un disconnecteur sera installé.</p> <p>Les installations seront munies d'un dispositif de mesures totalisateur de type volumétrique. Les volumes prélevés mensuellement et annuellement ainsi que le relevé de l'index à la fin de chaque année civile seront indiqués sur un registre tenu à disposition des services de contrôle.</p> <p>Toute modification apportée à l'ouvrage entraînant un changement des éléments du dossier initial (localisation y compris dans la parcelle, nappe captée, profondeur totale, hauteur de crépine, hauteur de cimentation, niveau de la pompe) doit faire l'objet d'une déclaration préalable à l'inspection des installations classées.</p> <p>En zone inondable, la tête est rendue étanche ou est située dans un local lui-même étanche.</p> <p>Le tube doit disposer d'un couvercle à bord recouvrant, cadénassé, d'un socle de forme conique entourant le tube et dont la pente est dirigée vers l'extérieur. [...]</p>
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté
<b>Observations :</b> Le forage est implanté dans un local dédié qui a été construit en 2018. L'inspecteur n'a pas de remarque sur cet équipement. L'exploitant dispose de pièces de rechange en cas de panne de la pompe.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 7 : [SITE] -Points de rejets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/01/2009, article 4.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu au présent chapitre et au ou non conforme à leurs dispositions est interdit. A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur. Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution sont privilégiés pour l'épuration des effluents.
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<b>Observations :</b> L'inspecteur a constaté que les effluents aqueux sont canalisés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 8 : [SITE] - Isolement des milieux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/01/2009, article 4.2.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<b>Observations :</b> L'inspecteur a demandé à l'exploitant de soulever la trappe qui abrite le dispositif de fermeture de la vanne du réseau d'eaux pluviales, et lui a demandé de tourner la manivelle qui ferme cette vanne. Le test est concluant.  Le personnel de maintenance est désigné pour fermer cette vanne.  L'inspecteur a consulté la procédure de gestion des situations d'urgence qui inclut les instructions pour la fermeture de la vanne d'isolement du site.  L'exploitant a indiqué que des exercices incendie ont lieu 2 fois par an et que la vanne était actionnée à chaque fois.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 9 : (site) : préleveurs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/01/2009, article 4.3.6.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les systèmes permettant le prélèvement continu sont proportionnels au débit sur une durée de 24 h, disposent d'enregistrement et permettent la conservation des échantillons à une température de 4°C,
<b>Constats :</b> L'enceinte de conservation des échantillons n'est pas réfrigérée.
<b>Observations :</b> L'exploitant a montré l'enceinte contenant les échantillons qui sont constitués pour l'analyse trimestrielle. Elle contient 4 bidons. Elle n'est pas réfrigérée.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 10 : (doc, site) - compositions effluents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/01/2009, article 4.3.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les effluents rejetés doivent être exempts : • de matières flottantes, • de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes, • de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages. [...]
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté
<b>Observations :</b> L'inspecteur n'a visuellement pas constaté la présence d'éléments indésirables dans le rejet final.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/01/2009, article 4.3.9.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré et après leur épuration, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.</p> <p>[tableau non reproduit]</p>
<b>Constats :</b> Dépassement en flux et concentration des rejets aqueux en AOX en décembre 2022.
<p><b>Observations :</b> L'inspecteur a regardé sur le tableau de l'exploitant de mai 2022 à décembre 2022.</p> <p>En fin d'année 2022, l'exploitant a indiqué avoir accepté de nouveaux clients, ce qui amène du linge propre et nécessite des opérations de décatissage susceptibles d'augmenter la charge polluante.</p> <p>Les valeurs maximales relevées sont les suivantes :</p> <p>Azote : 25,5 mg/l  DCO : 1830 mg/l  DBO : 680 mg/l  MES : 168 mg/l  P : max 5,8 mg/l  pH : 9,4 en août, depuis c'est correct.  Température de l'eau : 28,8°C  AOX : 2,5 µg/l  chloroforme ; 9,5 µg/l.</p> <p>L'exploitant conserve une analyse trimestrielle, et en cas de non conformité, une autre analyse sera faite le mois suivant.</p> <p>L'inspecteur a consulté le rapport de la société SGS concernant des analyses d'eau 24h du 5 au 6 décembre 2022 (MS22-04941.006). Les résultats sont conformes (*) sauf sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- DEHP : 66 µg/l pour une VLE à 50 µg/l dans l'AM - E - 2340</li> <li>- AOX : dépassement en flux et concentration (2,5 mg/l pour une VLE de 1 mg/l et 0,28 kg/j pour une VLE de 0,16 kg/j).</li> </ul> <p>(*) Les composés listés dans le tableau (substances listées en annexes V.a, V.b, V.c.1 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 n'ont pas analysés. Aucune autosurveillance ou surveillance par un laboratoire extérieur n'est prescrite sur ces paramètres (article 2.3 du 17 mai 2018).</p> <p>A noter que la concentration en DEHP de 66 µg/l dépasse la VLE à 50 µg/l de l'article 37-III de l'arrêté ministériel du 14 janvier 2011, mais cet article ne s'applique pas aux installations existantes.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 12 : (SITE) : Etiquetage futs**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/01/2009, article 7.6.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Produits chimiques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les fûts, réservoirs et autres emballages, les récipients fixes de stockage de produits dangereux d'un volume supérieur à 800 l portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses. A proximité des aires permanentes de stockage de produits dangereux en récipients mobiles, les symboles de danger ou les codes correspondant aux produits doivent être indiqués de façon très lisible.
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<b>Observations :</b> L'inspecteur a constaté que les fûts et récipients sont étiquetés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/01/2009, article 7.6.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétention
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : • 100 % de la capacité du plus grand réservoir, • 50 % de la capacité des réservoirs associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : • dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts, • dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts, • dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence. Les capacités de rétention ou les réseaux de collecte et de stockage des égouttures et effluents accidentels ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité dans le réseau d'assainissement ou le milieu naturel. La conception de la capacité est telle que toute fuite survenant sur un réservoir associé y soit récupérée, compte tenu en particulier de la différence de hauteur entre le bord de la capacité et le sommet du réservoir. Ces capacités de rétention doivent être construites suivant les règles de l'art, en limitant notamment les surfaces susceptibles d'être mouillées en cas de fuite. Les déchets et résidus produits considérés comme des substances ou préparations dangereuses sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux considérés comme des substances ou préparations dangereuses, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et aménagées pour la récupération des eaux météoriques.</p>
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<p><b>Observations :</b> Les 5 cuves de produits (1200 litres) utilisés sont entreposés dans une fosse, ces cuves sont double enveloppe.</p> <p>L'aire de dépotage des produits est placée sur rétention reliée à une cuve qui peut contenir 1000 litres (sachant que les cuves à remplir ont une capacité de 1200 litres).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 14 : (SITE) : Rétentions/incompatibilité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/01/2009, article 7.6.5.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétentions gestion
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs installés en fosse maçonnée ou assimilés, et pour les liquides inflammables dans le respect des dispositions du présent arrêté. L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté.
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<b>Observations :</b> Les produits du local lessiviel sont stockés dans une fosse, dans des cuves à double enveloppe (5 produits). L'exploitant a expliqué que ces cuves ont fait l'objet d'une vérification en avril 2021 lors du changement de lessivier. Un bidon de ASEPSIS Ultra est stocké au dessus de cette fosse. Le fût de produit acide pour le prétraitement est placé dans cette rétention (utilisation 200 litres à l'année).  Les bouches de dépotage présentent les noms des produits et les symboles de dangers associés, elles pourraient faire figurer les classes de produit (acides/bases etc..) pour éviter les erreurs de transfert (par exemple la bouche de dépotage de la Javel est dans le même bloc que la bouche de dépotage de l'acide sulfurique). Et si une réorganisation des stockages de produits et des bouches de dépotage devait être réalisée, il conviendrait de mettre les produits compatibles côte à côte.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



## N° 15 : Cessation d'activité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/01/2009, article 1.6.6
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Cessation d'activité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sans préjudice des dispositions des articles R 512-74 et suivants du code de l'environnement, la réhabilitation du site prévue à l'article R 512-76 du même code est effectuée en vue de permettre un usage industriel du site.</p> <p>Sans préjudice des mesures de l'article R 512- 74 du code de l'environnement pour l'application des articles R 512-75 à R 512-79, l'usage à prendre en compte est le suivant :</p> <p>Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci.</p> <p>La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ;</li> <li>◦ des interdictions ou limitations d'accès au site ;</li> <li>◦ la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;</li> <li>◦ la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.</li> </ul> <p>En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les usages prévus au premier alinéa du présent article.</p> <p>Lorsque les travaux prévus sont réalisés, l'exploitant en informe le préfet de l'Indre.</p>
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas procédé à la cessation d'activité de la machine de nettoyage à sec.
<b>Observations :</b> L'exploitant a indiqué que la machine de nettoyage à sec n'est plus utilisée depuis plus de 10 ans : l'inspecteur a constaté que cette machine n'était pas en cours de fonctionnement. L'évacuation est prévue en semaine 17 par la société Suez.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 16 : Autosurveillance Eau

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 17/05/2018, article 2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Autosurveillance Eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les tableaux définis à l'article 9.2.3. de l'arrêté préfectoral n° 2009-01-0348 du 27 janvier 2009 sont remplacés par les tableaux ci-après :</p> <p>[Tableau non reproduit]</p>
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<b>Observations :</b> La surveillance par l'exploitant est trimestrielle sur les polluants requis (prélèvement fait sur place et envoyé à un laboratoire). Le pH et la température sont surveillés en continu sur un appareil "Testomat", qui était en cours de requalibration au moment de la visite.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 17 : Confinement des eaux d'extinction**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/01/2009, article 7.7.6.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Confinement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie sont raccordés à un bassin de confinement d'une capacité minimum de 600 m3. Le premier flot des eaux pluviales susceptibles d'être polluées par lessivage des toitures, sols, aires de stockage et production est collecté dans un bassin de confinement d'une capacité minimum de 500 m3.  Les bassins peuvent être confondus, auquel cas leur capacité tient compte à la fois du volume des eaux de pluie et d'arrosage d'un incendie majeur sur le site. Ils sont maintenus en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaires à leur mise en service doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance.
<b>Constats :</b> Le bassin de confinement contient des morceaux de palette.
<b>Observations :</b> Le bassin est ceint d'une clôture. Il y a au fond des bouts de palettes. L'exploitant a expliqué qu'une voiture avait foncé dans la clôture suite à un rodéo. L'inspecteur n'a pas constaté de trou dans la clôture. Le bassin est vide, à part les éléments précédemment cités.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 18 : Moyens incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/01/2009, article 7.7.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.  L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.  [...]
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté
<b>Observations :</b> L'inspecteur a constaté, par sondage, que : <ul style="list-style-type: none"><li>- l'extincteur n°22 porte la mention "06/22" sur l'étiquette de vérification,</li><li>- le RIA n°2 porte la mention "06/22" sur l'étiquette de vérification, son voisinage immédiat était encombré le jour de la visite, l'exploitant a déplacé les chariots qui gênaient. Il y a un marquage au sol pour éviter ce type de situation.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet